

Séance 2 : Du LIEN parallèle à la société inclusive (en passant par la « transition ») ?

Intro : Questions aux présents sur ce qu'il convenait de retenir de la séance précédente et des suggestions d'activité complémentaire pour celle-ci... Rappels notamment sur « l'état du LIEN » (avec Rémi, et avec -ou sans- le site et la -les- vidéo-s-, et avec précisions complémentaires)...

Remarque : On n'aura pas le temps de traiter du phénomène (*important par ses enjeux possibles*) des monnaies parallèles virtuelles comme le Bitcoin. Mais on va renvoyer ceux qui le veulent à l'annexe sur ce thème.

Vocabulaire : « **La transition** » est un « mot valise » (*dont le sens appartient plus ou moins à ceux qui mettent des choses dedans*). Néanmoins, une approche « stabilisée » est fournie par le mouvement des « villes en transition » dont il convient de lire les principes, par exemple ici : https://fr.wikipedia.org/wiki/Ville_en_transition

Au-delà de cet impératif de durabilité écologique et sociale (*qui cadre tout de même pas mal*), chacun aura un peu tendance à ajouter ce qu'il attend des pas vers la société idéale à laquelle il souhaiterait parvenir...

1) Intérêts et limites des perspectives à moyen terme du LIEN local

Les intérêts -*étant révisés*- sont supposés connus, allons directement aux difficultés et limites du projet.

a) Difficultés pratiques :

Ce qui freine la propagation de la monnaie parallèle se trouve des deux côtés de son utilisation :

*** Côté « professionnels » :**

- Il est clair qu'on part d'une limitation volontaire qui est l'engagement dans la charte de comportements marchands allant dans le sens de « la transition »...
- Pour que l'argent tourne en stimulant les « circuits courts » il s'agit de faire entrer, dans la chaîne, des producteurs-vendeurs motivés et autant que possible leurs fournisseurs locaux (*actuels ou potentiels*), susceptibles de « faire affaire » ensemble. Or, dès qu'on remonte aux « fournisseurs des fournisseurs » on quitte généralement la zone de la MLCC. Il faut donc se résoudre à fonctionner avec des segments courts de circuits courts, ce qui limite forcément les ambitions conquérantes d'une seule MLCC. Mais c'est déjà pas mal...

*** Côté usagers :**

- Là aussi, la première limitation est réside dans le degré de motivation des usagers. Certains y viennent spontanément. D'autres ne sont susceptibles d'y entrer qu'au bout d'un processus idéal de « boule de neige » qui voudrait que plus il y a de participants (*producteurs-vendeurs et usagers*) et plus ça devient commode et attractif, au point d'en éprouver des avantages personnels concrets (*hors la satisfaction militante un peu abstraite*). Mais il faudrait des conditions très rares pour que ce processus aille aussi loin qu'on peut l'espérer. Donc l'usage de la

monnaie « centrale » n'est pas remis en cause par l'usage optimal de la monnaie « parallèle ».

- Et, si le démarrage est vraiment lent, il ne faudrait pas en arriver au paradoxe de devoir prendre sa voiture pour aller « loin » chaque fois qu'on veut utiliser le LIEN pour ses vertus de « circuits courts » ! Il ne faudrait pas que le « bilan carbone » d'une trop longue période de démarrage s'avère négatif ! Il y a donc un seuil critique, pas facile à définir, mais à franchir, à partir duquel le maillage de la « zone monétaire parallèle » doit être assez dense pour que l'expérience commence à vraiment remplir ses objectifs...

*** Dans les deux cas**

- Pour franchir un cap, il convient de ne pas trop tarder à en arriver à payer régulièrement et sans complication de grosses sommes avec cette monnaie. Or nous avons perdu l'habitude de payer de grosses sommes en petites coupures. Il faut donc assez rapidement se doter d'une virtualisation du paiement. Cela ne veut pas dire forcément qu'il faille une carte pour payer en liens, mais il faut au moins un système de paiement informatique (*un logiciel avec une bonne interface utilisateur côté professionnel et côté client*) bien sécurisé.

L'interface pro doit d'abord permettre à l'utilisateur de payer en transférant une partie des avoirs virtuels en LIENS de son compte, vers le compte (en LIENS) du vendeur. (*Et -en même temps- il faut enregistrer cette opération en tant que part « normale » du chiffre d'affaires -en euros- du vendeur*)...

L'interface pro (et client aussi) devrait également permettre de convertir instantanément « par internet » des avoirs en euros en avoirs en LIENS (*tout en informant la base centrale des avoirs de chacun en LIENS après chaque conversion*). Concrètement cela revient à une opération de change en ligne, et ça ressemble à n'importe quel achat en ligne avec sa carte de paiement (en euros). Son résultat est l'augmentation des avoirs de l'usager en LIENS « scripturaux » (*LIENS présents sur son compte, et nulle part ailleurs en billets*).

ATTENTION : *L'opération automatique inverse (reconvertir ses LIENS virtuels ou scripturaux en augmentation de son compte en euros) serait sympa mais pas directement envisageable à court terme puisque les banques ordinaires ne sont pas acheteuses de LIENS. Cette opération supposera donc, à court et moyen terme, de passer par un des comptoirs du LIEN...*

A St-Etienne, le LIEN en est au stade du choix du logiciel pour pouvoir remplir ces fonctions. On ne connaît pas encore la date et les conditions exactes de la mise en service...

- Quand ce sera fait, il y aura encore des difficultés pratiques à vaincre pour franchir le seuil critique (*la proportion de revenus que chaque utilisateur pourra dépenser sous forme de LIENS*) à partir duquel on

pourra parler d'une économie parallèle mais intégrée et conquérante.

- Ce qui faciliterait incontestablement la tâche serait:
* que le maillage des pros preneurs du LIEN devienne tel qu'un bonne part des besoins ordinaires et quotidiens des utilisateurs puisse être achetée en LIENS

* que les utilisateurs pros puissent alors proposer à leurs salariés de les payer -pour partie- en LIENS

. * que la (les) commune(s) devien(nen)t un partenaire actif de plusieurs façons... Elles pourraient -elles aussi- verser en LIENS (*facultativement d'abord*) une partie des aides sociales... D'autres étapes sont envisageables

Le problème est que chacun de ces trois points peut interdire ou au contraire faciliter l'autre. La difficulté (le défi) est donc de commencer à « faire boule de neige ». La difficulté est plus grande si les pouvoirs publics ne donnent pas un sérieux coup de pouce et si on manque de bénévoles pour faire progresser le maillage et le perfectionnement des usages...

b) Difficultés structurelles :

- Par définition, une monnaie parallèle, telle qu'elle a été juridiquement admise par la loi française (*comme dans la plupart des pays maintenant*) crée un circuit parallèle pour des paiements en euros déguisés en paiements parallèles. A ce premier niveau d'analyse, le paiement en LIENS n'est absolument pas plus révolutionnaire que le paiement en boules du collier que l'on achetait dès le premier jour de vacance dans certains Clubs méditerranée par exemple. « C'est pareil ». Ce qui change c'est essentiellement, la charte des usagers professionnels, l'impact attendu sur la promotion des circuits courts, la promotion efficace en faveur du « consommer autrement », et c'est la porte ouverte à tout ce qu'il faudra ajouter pour aller plus clairement vers « de la transition »...

- Non seulement 1 LIEN = 1 euro, mais, du point de vue bancaire comme du point de vue administratif, tout se passe -a priori- comme si la monnaie parallèle n'existait pas. On continue de recevoir l'intégralité de ses revenus sur son compte bancaire en euros, on dépense toujours la même proportion d'euros dans le même temps, et on épargne comme avant, en laissant toujours à la même banque le soin d'optimiser l'usage de nos comptes positifs (voire négatifs) comme avant. Et ça ne change rien non plus à nos paiements d'impôts et taxes en euros.

Une nuance : on peut faire sortir en début de mois, de notre compte bancaire en euros, l'intégralité du budget de consommation mensuelle que nous allons faire en LIENS. A ce moment là, on diminue d'autant, effectivement, les avoirs bancaires en euros, ce qui limite les possibilités « spéculatives » que leur offre généralement leurs positions fréquentes de « sur-liquidité ». C'est le seul frein aux excès des circuits financiers. Il n'est pas nul si tout le monde fait ça mais l'ambition reste modeste !

Autre nuance : on lutte aussi, de façon pas si négligeable, contre les concentrations de capitaux voraces chaque fois qu'on achète auprès d'un vendeur ou producteur en démarche de transition plutôt qu' auprès d'un vendeur ou producteur sous gouvernance actionnariale et dont les pratiques sont guidées par la création de valeur pour l'actionnaire. Il reste que la proportion de tels achats reste limitée et dépend plus de l'éthique du consommateur que de l'usage du LIEN. Mais ce dernier est facilitateur !...

2) De l'exemple du WIR à la perspective d'un système de monnaies gigognes (*il faudrait dire un système fractal de monnaies imbriquées du local au global*)

4^{ème} extrait vidéo : [le WIR Suisse](#)

(de 3' à 9'10") Commentaire :

Le **WIR** est donc né des suites de la « grande crise » de 1929. Il a le mérite d'être sans doute l'expérience la plus ancienne, persistante, et réussie, à assez grande échelle ... en Suisse ... Elle n'a pas fonctionné comme un ferment révolutionnaire depuis, mais ça n'a jamais été son but. C'est cependant une monnaie sagement refondée, qui reste prête à tout moment pour sauver l'activité d'une nouvelle crise ... C'est donc d'une grande actualité (!) Et c'est un point de départ possible pour aller beaucoup plus loin dans l'après-crise si on veut. Mais cette page de l'histoire reste à écrire...

Le WIR nous amène donc à deux réflexions :

- en quoi s'agit-il de « l'étape suivante » para rapport aux plus modestes monnaies parallèles actuelles ?

- quelles devraient être les étapes d'après pour une sortie de crise qui entame vraiment la transition qui nous préoccupe ?

a) « Redonnons du crédit à la monnaie » ...

Telle est en effet la devise que le LIEN affiche à l'entrée de son site. Et elle est belle en tant phrase à tiroirs... Et justement il ne faudrait pas se contenter d'ouvrir le premier...

- Le LIEN ouvre le premier : l'euro est largement discrédité sinon dans sa fonction strictement monétaire du moins dans sa gouvernance totalement au service des dérives financières inévitables compte tenu du contexte mondial mais aussi de son « vice de fabrication » (*ou sa « malfaçon » pour renvoyer au titre du livre de F. Lordon sur ce sujet*)... Alors le LIEN est une monnaie parallèle (*parmi d'autres*) qui veut faire l'expérience qu'un instrument-institution monétaire, sans trahison possible, et donc efficace pour les citoyens-usager qui la contrôlent est possible à petite échelle et donc souhaitable à plus grande échelle. De quoi redonner de la confiance dans la monnaie citoyenne dont chacun peut éprouver le besoin et l'effet positif...

- Le WIR ouvre (partiellement) le second tiroir : Il se dote d'un instrument de crédit à taux quasi nul (*après*

avoir abandonné la perspective du « taux négatif » - ou « monnaie fondante » - dont l'intuition est géniale mais la réalisation très compliquée : il faudrait une séance pour en parler ... on ne va pas le faire...). Les observateurs avisés nous disent que « sans la possibilité d'octroyer des crédits -donc d'être une banque-, le système WIR n'aurait pas survécu. Cependant, il s'agit encore d'un crédit sans création monétaire : « la banque recycle les francs suisses convertis en WIR pour proposer, en plus des produits d'épargne, des crédits qui simplifient le quotidien des PME tout en permettant à la monnaie de toujours circuler pour financer des projets industriels ». (1) C'est déjà très bien, mais ça limite encore pas mal l'autonomie par rapport au franc suisse. Ça permet déjà au WIR de prendre au franc suisse jusqu'à 20% de son volume de transactions en temps de stabilité monétaire. C'est donc sans doute la meilleure position d'attente avant la crise. Ça permet de maintenir la parité 1 franc WIR = 1 franc suisse et la convertibilité permanente à ce taux du franc suisse en WIR mais déjà pas l'inverse car l'inverse favorise des comportements de « passager clandestin » qui faussent le projet. (On sort -si on veut- en épuisant ses avoirs en WIR). L'étape suivante serait la prise d'autonomie totale, mais qui n'arrivera qu'en cas de grave crise du franc suisse. Dans ce cas, la parité devenant intenable ainsi que la création monétaire monopolisée par le système franc suisse, il ne resterait plus qu'à remplacer la banque centrale suisse par la banque centrale WIR ... pour tous ses adhérents, et à rendre la parité variable en s'adjudant le droit de création monétaire par le crédit en WIR parfaitement supervisé... Nous n'en sommes pas là !

Voilà donc amorcée la double réflexion annoncée. On pourra préciser oralement...

b) vers un « système de monnaies parallèles » ?
(*emboîtements pyramidaux ou fractals*)

A ce stade il apparaît que si même le WIR est parfaitement compatible avec la non-transition économique, politique et sociétale, ce n'est pas la monnaie locale basque ou stéphanoise qui porte en soi plus de potentiel alternatif. Le risque de cantonner l'énergie du « chien fougueux » à l'aménagement de sa « niche » pour mieux garder la « maison du maître » n'est pas spontanément exclu. La question est donc : que faire pour exclure ce risque et être certain de travailler à l'édification de la « maison alternative » ?

Tout d'abord, l'ensemble des monnaies parallèles françaises (*pour commencer*) peut-il songer à « faire système » et à « redonner du crédit à la monnaie » ? au « sens-tiroir » le plus profond (*puisque le premier « sens-tiroir » n'est pas assez enthousiasmant s'il suffit à nous épuiser*).

La réponse est **OUI**. L'objectif explicite, à moyen terme, doit être de favoriser -autant que possible- des flux de revenus qui vont circuler dans des

monnaies locales, pour une assez grande part de nos besoins. Et, comme nous avons d'autres besoins, à des échelles variables, il s'agit de disposer de monnaies locales distinctes pour faire vivre respectivement l'économie locale, régionale, nationale, et pourquoi pas jusqu'à européenne puis mondiale ? Si leur emboîtement est bien pensé, plus on monte dans l'échelle géographique et institutionnelle et moins on doit avoir besoin d'utiliser un tel instrument-institution de transactions spécifiques ! C'est en quelque sorte un principe de subsidiarité applicable à la monnaie et à la finance.

Vocabulaire : **Subsidiarité** : on n'aura recours à une organisation plus large que pour les opérations qui dépassent les compétences de l'organisation la plus proche.

On peut admettre facilement que cela devrait contribuer à rendre les économies réelles plus résilientes (*moins soumises aux risques financiers*), pour reprendre l'argumentation de Bernard Lietaer dans le film « Demain » par exemple...

Là encore, la réflexion n'est qu'amorcée, il faut la poursuivre.

c) L'épreuve de vérité, c'est aussi la finance éthique

Le droit d'aller jusqu'à créer sa banque, capable de créer son propre système de crédit pour ses adhérents est actuellement exclu par la législation française et les législations de l'U.E. mais il existe, depuis longtemps, pour le WIR suisse et il faut le conserver en point de mire...

Les actuelles monnaies locales françaises n'ont donc ni le droit ni la masse critique pour créer leur banque et faire progresser leur autonomie relative, mais elles feraient bien d'y penser en concertation et non pas séparément.

Heureusement, une réflexion transversale, et harmonisatrice des pratiques, est déjà « obligée » dès qu'il s'agit de choisir un système électronique de paiements virtuels par exemple. Pour l'instant il existe encore trop de solutions différentes. A terme ce serait bien que l'une s'impose et qu'elle soit favorable aux possibilités de transferts horizontaux et d'emboîtements verticaux...

Cette perspective reste strictement monétaire. Une autre partie tout aussi stratégique doit se jouer au niveau financier (*collecte et affectation de l'épargne populaire*). Ce chantier (*de localisation et d'adoption de valeurs solidaires, éthiques, équitables, écologiques...*) est plus ancien -en France- que le mouvement des monnaies parallèles. Et, là aussi, il faut penser la convergence puisque le financement (*l'investissement*) est, plus encore que l'échange, le fer de lance de la transformation (*ou transition si l'on préfère*).

Ne parlons pas, à ce stade, des techniques de financements participatifs tels que le « crowdfundind » dont certaines sont sympathiques (*pas toutes*) mais dont aucune n'est pensée pour

« faire système ». En revanche, nous avons -en France- plusieurs organismes de collecte d'épargne pour financements solidaires à l'image des Cigales. Nous avons même une banque éthique comme la NEF (nouvelle économie fraternelle) qui progresse visiblement. Une telle banque aurait bien vocation à devenir celle des monnaies locales coordonnées, et à s'adjoindre les services de gestion de l'épargne solidaire, en intégrant l'expérience des autres associations concernées...

A partir de tels rapprochements, la bataille coordonnée de l' « acheter autrement », et de l'épargne et du crédit pour « investir autrement », deviendrait plutôt plus enthousiasmante.

d) vers une monnaie parallèle nationale et fiscale ?

2017 sera une année électorale en France. Aurons-nous la chance d'entendre des programmes qui mettront en débat la création d'une monnaie parallèle nationale (et fiscale) ?

A ce jour, ce débat a été ouvert, notamment par Y. Varoufakis, lors de l'occasion de la crise grecque et des impasses dans lesquels la gouvernance de l'Eurozone a poussé le gouvernement grec qui souhaitait rester dans l'euro. Rien ne s'est fait. Y.V. est parti et la Grèce a gardé la tête sous l'eau. On ne la lui ressort de loin en loin que pour lui faire payer l'intégralité des services d'une dette odieuse et non remboursable. Autant dire que son économie reste dans l'impasse et très loin de toute stratégie nationale de transition, même si les gens s'organisent pour survivre avec parfois une inspiration proche des valeurs de la transition.

Mais la réflexion sur ce qu'il avait nommé le « plan B » a continué en France, d'abord au sein du Conseil scientifique d'Attac, ensuite sur une initiative de convergence des gauches européennes notamment animée, en France, par le « parti de gauche » et ensuite par le rassemblement « la France insoumise » etc... C'est ainsi qu'il en restera sans doute quelque chose dans le programme 2017 qui sera présenté pour « faire front commun ».

En attendant un texte de référence, restons locaux : je trouve intéressant de renvoyer à la brève « appropriation citoyenne » de ce sujet que Vincent Bony (Alternatives en actes) et a proposée et mise en ligne à cette adresse : <http://altermonde.coop/wp-content/uploads/2016/11/Pour-une-alternative-citoyenne-coop%C3%A9rative-%C3%A9cologique-et-solidaire.pdf> (page 5 et 6).

Cette stratégie (MLCCM) serait -a priori- astucieuse car, en tant que partiellement (*mais voir à quel point*) « désobéissante » aux disciplines monétaires supervisées par la BCE elle fait partie du « plan B », mais elle ne se présenterait pas comme une sortie brutale de l'Euro. Elle remettrait à la gouvernance de l'Eurozone la responsabilité du choix entre casser l'euro ou le rendre tolérant à une expérience qui ne le remet pas en cause a priori et ne la force à rien d'autre que d'accepter qu'un éventuel autre pays de

la zone soit tenté par la même expérience. Ce n'est qu'à partir des éventuels succès d'un ou deux pays partiellement dissidents que le besoin de réformes importantes pourrait se faire jour. Exclure immédiatement la France de l'euro pourrait s'avérer plus dangereux de son point de vue et moins responsable du point de vue y compris des groupes bancaires systémiques qui sont largement aux manettes...

Une architecture monétaire rigoureuse mais tolérante à l'esprit de subsidiarité qui appartient au reste de la gouvernance européenne et évoqué plus haut pour sa pertinence en matière monétaire, pourrait constituer une négociation honorable en renvoyant à plus tard les batailles sans merci qui resteraient prévisibles sinon anticipables...

Là encore, la réflexion n'est qu'amorcée, il faut la poursuivre...

3) Monnaies parallèles et/ou institutions du juste échange, pour refaire société après les crises du libre échange ?

Nous avons vu qu'une monnaie parallèle, seule, ne fait pas transition. Même pour prôner l' « acheter autrement », elle ne se suffit pas, elle doit s'associer aux principes du commerce équitable ... et durable... Nous avons vu que cet « agir local », s'il se résume à l'aménagement d'une « niche » stable, sera frustrant, en termes de dynamique de transition, s'il ne s'associe pas à une (des) stratégie(s) plus globale(s), mais laquelle ou lesquelles ?

L'idée de « faire système » avec un emboîtement de monnaies parallèles de moins en moins locales est-elle meilleure ou moins bonne que l'idée de réformer directement les principes globaux de l'échange, de la formation des prix, de la circulation des capitaux, de la régulation monétaire et bancaire, du financement global de la transition, etc. ? Question mal posée, car ce n'est pas l'un ou l'autre mais les deux...

En effet, inversement, on sait que si on ne force pas les institutions (*à tous les niveaux*) à reprendre en mains « politiquement » le contrôle du crédit et de la circulation et rémunération des capitaux, l'oligarchie financière deviendra de plus en plus puissante et sclérosante. Or ces macro-réformes ne viendront pas d'ailleurs que de révoltes citoyennes, d'abord locales et insuffisantes, mais qui travaillent efficacement l'opinion publique. Et c'est un bon moyen de faire sauter des verrous d'une progression (*inachevée*) du local vers le global. Or cette progression est pédagogique, mais à condition d'avoir suffisamment pensé la trajectoire et les complémentarités...

Pendant qu'on travaille à promouvoir et « emboîter » des monnaies locales, à les doter d'instruments bancaires éthiques et allant jusqu'à l'alter-crédit pour l'alter-financement de l'alter-investissement, il ne faut pas oublier d'avoir des exigences politiques sur le fonctionnement des institutions européennes en général, monétaires et financières en particulier...

C'est bien d'acquérir du savoir-faire local, mais c'est plus utile si on obtient les moyens « centraux » de faire des changements à grande échelle, pour y parvenir avant la fin du dérèglement climatique (!).

On a évoqué l'idée de monnaie parallèle nationale « de plan B » pour retrouver des capacités de réorientation de l'investissement. Il faut aussi penser le niveau « encore au dessus » pour réorienter l'investissement à une échelle compatible avec les échéances de ce que d'aucuns nomment « l'effondrement » (2).

On ne donnera ici qu'un axe de la pensée de la transition au niveau le plus global ... et cependant compatible avec nos efforts locaux. C'est une piste que les économistes progressistes ont souhaité brancher sur les acquis de la COP21 pour les prendre au mot en réformant, dans les délais et à partir de ce qui existe (*et de ce qu'on peut changer*) dans les règles du jeu commercial et institutionnel global.

On trouve ces idées dans « Financer la transition énergétique » (septembre 2016) (3) mais aussi dans cet entretien vidéo avec l'économiste Michel Aglietta :

Aglietta :

5^{ème} extrait vidéo : [le financement de la transition](#)

(un peu difficile... surtout à la fin) Commentaire :

Nous ne souffrons pas que des dérives monétaires et financières pour expliquer la mal-croissance. Le temps est venu de critiquer non seulement la monnaie dérégulée mais aussi le libre-échange et notamment les limites du marché comme producteur de l'information nécessaire et suffisante sur l'état de rareté des produits toutes choses égales par ailleurs. Cette croyance dans les marchés autorégulateurs et optimisateurs de l'affectation des ressources est périmée. Elle pouvait convenir « au début de la croissance » lorsque l'activité humaine semblait négligeable par rapport à l'état des ressources de la planète vue comme monde infini. Mais il y a longtemps que « l'ère du monde fini a commencé » et qu'il aurait fallu, amender le « libre marché » pour trouver un moyen de compter le coût d'une restauration de la durabilité des ressources dont la vie humaine aura besoin très longtemps. Pour cela il faut reconnaître que non seulement la monnaie est une institution mais le marché aussi. Aucun marché ne marche sans règles minimales, et plus le marché se développe plus les règles qui l'entourent doivent être contraignantes pour tenir compte des dégâts collatéraux de son extension. On peut nommer ça intégrer aux coûts internes (ceux des facteurs de production) les externalités ou les coûts externes (sociaux et environnementaux) même s'ils sont compliqués à évaluer à leur « juste prix » qui est en fait le prix assez élevé pour dissuader les producteurs d'aller plus loin que ce que les hommes et l'environnement peuvent durablement supporter.

Ce raisonnement est valable pour tous les marchés qui provoquent des externalités négatives. Mais

comment l'appliquer aux productions émettrices de gaz à effets de serre (*ou équivalents CO2*) ? En calculant un coût mondial (« prix ») de la tonne de CO2 émise. Ce coût d'émission est à ajouter, comme une taxe, aux coûts internes. Il doit être assez élevé pour que les producteurs produisent moins avec des techniques émettrices, ou produisent autant mais avec des techniques moins émettrices. Si c'est une taxe, son produit peut -par exemple- servir à financer la recherche de techniques moins émettrices...

Ce n'est pas tout. Pour avoir les moyens de financer des grands travaux de reconversion vers des modes de production et d'existence moins prédateurs et polluants, il faut alimenter des fonds gérés, sans doute à un niveau européen, par des établissements publics capables de transformer leurs ressources en incitations aux investissements souhaitables. Ces ressources peuvent venir de la taxation des émissions polluantes, mais aussi de la taxation des transactions financières, et aussi du « quantitative easing » c'est-à-dire de la création de monnaie par la banque centrale (*européenne en l'occurrence*)...

Une fois qu'on a compris ces principes on peut mieux écouter ce que ça donne comme propositions concrètes tenant compte de la complexité des marchés et des institutions tels qu'ils sont à ce jour configurés...

On peut aussi répondre aux questions... et recentrer pour montrer qu'on n'est pas du tout passé hors-sujet...

Conclusion :

On a bien compris que le désir de « maîtriser la monnaie » aujourd'hui, c'est le désir et c'est pensé comme le moyen de reprenre du pouvoir à l'oligarchie financière et ainsi redonner ses chances à la démocratie.

On a aussi compris que le chemin serait long entre les premiers pas des monnaies parallèles et les succès de « la transition ». Il faudrait penser d'avance des objectifs intermédiaires et des étapes. Il ne s'agit pas de brûler ces étapes, d'abord parce qu'on ne peut pas mais aussi parce qu'on a besoin de temps pour apprendre en faisant -de mieux en mieux- marcher l'instrument-institution souhaité, et les convergences souhaitables. Mais « penser le coup suivant » n'est pas un luxe, c'est nécessaire pour réussir, et d'abord pour renforcer la mobilisation des bénévoles qui donnent d'autant plus volontiers qu'ils ont -et conservent- le sentiment de participer à une écriture de l'histoire de la « transition »...

Notes :

(1) Cf. <https://regulation.revues.org/11463#tocto2n2>

(2) Pablo Servigne et Raphaël Stevens « Comment tout peut s'effondrer » Seuil 2015

(3) Alain Grandjean et Mireille Martini « Financer la transition énergétique » Les éditions de l'Atelier - septembre 2016-